

## Le postcastrisme<sup>[1]</sup>

Entretien avec **MIGUEL SALES FIGUEROA\***

**P**ENDANT DES ANNÉES, seules quelques personnes proches de Miguel Sales Figueroa (né à La Havane en 1951) connaissaient l'identité de l'auteur de *Nationalisme et Révolution à Cuba, 1823-1998*<sup>[2]</sup> et de *Le Post-castrisme et autres essais contre-révolutionnaires*, livres alors publiés sous le pseudonyme de Julian B. Sorel.

À cette époque, Miguel Sales travaillait comme fonctionnaire international à l'Unesco et son nom ne devait apparaître dans aucun article ni étude visant à mettre en cause un État membre des Nations unies. Entreprendre malgré tout la publication d'un tel article aurait exigé des années de demandes, de démarches, et aurait conduit à tourner en rond longuement, voire interminablement.

Le bon procédé pour atteindre Sales passait par la confiance et la discrétion de quelques-uns. Si avait été connue l'identité de ce Julian B. (une signature tirée avec toute l'intention métaphorique du personnage de Stendhal), dont les livres montraient la face la moins heureuse de l'histoire de Cuba en même temps qu'ils dévoilaient au lecteur les mécanismes donnant force à cet héritage totalitaire qui a fait de nous, les Cubains, les victimes idéales d'une très longue dictature, il aurait été alors, c'est le plus probable, congédié séance tenante. Pour commencer. Ensuite, les épreuves prennent souvent les voies les plus inattendues.

Par chance, rien de tout cela n'arriva. Grâce à ces quelques amis, le silence maintenu autour de son nom lui assura une totale protection.

Quand Miguel Sales prit sa retraite de l'Unesco en 2011, il y avait des années que les petites éditions de ses livres étaient épuisées mais le nombre de ses lecteurs n'avait fait qu'augmenter.

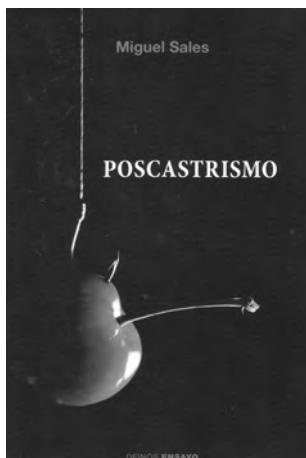
Aujourd'hui, pour la première fois, et à l'initiative des éditions Hypermédia, les deux titres paraissent, réunis en un seul volume et, aussi pour la première fois, sous la signature de leur auteur: Miguel Sales.

---

\* Ancien fonctionnaire international à l'Unesco, actuellement président de l'Union libérale cubaine et vice-président de l'Internationale libérale.

1. *Postcastrisme* est le titre français donné aux textes de Miguel Sales, publiés en espagnol en 2017 par les éditions Hypermédia. Nous remercions chaleureusement Miguel Sales de nous avoir permis de proposer à nos lecteurs une version française du remarquable entretien qu'il a donné à M. Ladislao Aguado, directeur d'Hypermédia à l'occasion de cette publication. Les hispanophones auront à cœur de se tourner vers ce recueil de textes, que nous espérons voir traduits prochainement en français.

2. Fundacion liberal José Martí éd., 1998.



À l'occasion de la publication de ce livre, qui portera comme titre *Poscastrismo*<sup>[3]</sup>, nous avons voulu inviter son auteur à s'entretenir avec nous de la situation politique actuelle de Cuba, et de son influence sur les relations avec les États-Unis, l'Amérique latine et la Russie, et nous avons voulu connaître aussi son opinion sur le rôle que pourraient jouer, dans un futur proche, les forces armées, les entreprises privées, les exilés et l'opposition intérieure.

Actuellement, Miguel Sales assume les fonctions de président de l'Union libérale cubaine et de vice-président de l'Internationale libérale.

– *Le paysage politique cubain a connu d'importants changements ces dernières années. L'image de l'éternelle dictature se défait mais, en même temps, l'instabilité suscite de gros points d'interrogation quant à l'avenir du pays. Comment voyez-vous le devenir de Cuba dans les cinq prochaines années?*

– Il est évident que dernièrement le contexte international a changé. La crise du Venezuela, les changements présidentiels en Argentine et au Brésil, la mort de Fidel Castro et surtout l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche n'augurent pas d'une période très confortable pour la dictature cubaine. Les changements internes sont peu visibles parce que le gouvernement maintient une politique de fermeté envers l'opposition et que les gens ont encore très peur. Mais il y a des symptômes prometteurs. Peut-être les deux les plus importants sont le plus grand volume d'informations auquel on peut accéder dans l'île grâce aux technologies modernes et la fin de la politique «pieds secs/pieds mouillés» décrétée par le président Obama dans les derniers jours de son mandat.<sup>[4]</sup> À quoi, il conviendrait d'ajouter le vieillissement du sommet de la hiérarchie du gouvernement, qui se traduit par son manque de réactivité pour assimiler les transformations avec la rapidité et la précision nécessaires. Ces facteurs contribuent à affaiblir la domination du PCC sur la population et orienteront la pression sociale dans le sens d'un changement démocratique, ce qui est une mauvaise nouvelle pour le régime.

L'Union libérale cubaine, que je m'honore de présider, soutenue par l'Internationale libérale, affirme que ce changement nécessite la réalisation de trois prémisses minimales: l'am-

3. "Postcastrisme" en français, Ed. Hypermedia, coll. «Deimos Ensayo», 2017.

4. Cette loi, adoptée par le Congrès en 1995, accordait automatiquement l'asile politique aux citoyens cubains, qu'ils atteignent le territoire américain par terre (pieds secs) ou par mer (pieds mouillés). Seuls les *balseros* interceptés avant d'atteindre le rivage étaient renvoyés à Cuba. Ce dispositif, qui favorisait l'immigration cubaine, modifiait donc la «loi d'ajustement» de 1966 précisant les conditions d'accueil des réfugiés cubains aux États-Unis.

nistie pour tous les prisonniers politiques, la réforme du Code pénal et de la Constitution, et la tenue d'élections pluralistes sous supervision internationale. Sans ces conditions, il ne sera pas possible de parler de transition vers la démocratie.

– *Une des dernières manifestations de l'administration Obama fut en effet d'annuler la politique «pieds secs/ pieds mouillés» en vigueur depuis 1995, qui révisait la «Loi d'ajustement cubain» (ley de ajuste). À votre avis, à quoi répond cette décision?*

– Comme presque toutes les initiatives de politique extérieure qu'Obama a prises à la fin de son second mandat, leur principale raison était de constituer ce que lui-même considérait comme son «héritage historique». C'est ainsi qu'il le présenta dans le discours d'adieu prononcé à Chicago, quelques jours avant la fin de sa présidence. En suivant cette même ligne de conduite, il prit des décisions très discutables à propos de l'Iran, d'Israël, et appuya les négociations entre les Farc et le gouvernement de Colombie. Et il le fit plus par narcissisme qu'en pensant au véritable intérêt des États-Unis et au rôle que ce pays jouait dans le monde. Obama a agi avec une immense arrogance et montré peu d'intérêt à trouver des solutions de compromis avec ses adversaires au Congrès et à se pencher sur l'avenir de son propre parti.

En ce qui concerne Cuba, sa politique a consisté à céder sur tout et à accorder légitimité et aide matérielle au régime de Raúl Castro. La suppression de la politique des «pieds secs/pieds mouillés» était une vieille revendication du castrisme, qui a toujours accusé les États-Unis de provoquer l'émigration illégale depuis Cuba. C'est faux puisque la cause réelle de la sortie massive des Cubains dès 1959 a été l'imposition d'un système totalitaire de parti unique, la répression et l'échec économique du régime. Mais pour des motivations liées à sa propagande, La Havane a maintenu durant de nombreuses années l'exigence d'abandon de la loi d'ajustement et, quand furent rétablies les relations diplomatiques avec les États-Unis, la revendication fut incorporée à l'agenda des négociations. Obama ne pouvait abroger la loi d'ajustement parce que c'était une prérogative du Congrès. Mais il pouvait supprimer le décret présidentiel que Clinton avait édicté en 1995 – et c'est ce qu'il fit. Obama essaya jusqu'au dernier moment de plaire à Raúl Castro en profitant de l'occasion pour faire un clin d'œil aux Américains préoccupés par la croissance incontrôlée de l'immigration.

Mais il est très possible que le gouvernement de Raúl Castro se soit trompé dans cette affaire. La règle des «pieds secs/pieds mouillés» lui a été considérablement bénéfique tant qu'elle a été en vigueur. C'était une soupape de sécurité face à la pression sociale qui se renouvelle constamment à Cuba et une source de revenus additionnels. De plus, elle servait à neutraliser ceux qui émigraient, surtout les jeunes qui en général s'abstenaient de critiquer le régime ou de participer à des activités pouvant entraîner le refus d'une autorisation de retour permettant de rendre visite à leurs proches. Avec le dispositif mis en place par Clinton, Cuba générait des milliers de travailleurs qui envoyaient des subsides dans l'île et

qui, en même temps, étaient des otages idéologiques du système qui les expulsait. J'ose affirmer que la fin de cette politique ne sera pas favorable au gouvernement cubain qui l'a tant réclamée.

– *Le Conseil national du renseignement, dans son rapport de janvier 2017 sur l'avenir du monde à moyen terme, annonçait la chose suivante: «La sécurité de l'Amérique du Nord pourrait devenir plus préoccupante si des conflits dans des États clefs comme le Mexique ou Cuba entraînaient des manifestations de protestations déstabilisantes débouchant sur des changements de gouvernement ou des pics de migrations». C'est pourquoi on peut se demander si la suppression de cette politique «pieds secs/pieds mouillés» comme réponse à l'émigration cubaine n'accentuera pas à court terme les tensions sociales à Cuba et, en retour, si celles-ci ne provoqueront pas une nouvelle vague migratoire vers les États-Unis, comme le prévoit le rapport.*

– Il est probable que la tension sociale va augmenter à Cuba; ce qui n'est pas aussi clair, c'est si cet accroissement de la tension pourra s'apaiser avec l'expédient qui consiste à lancer des milliers de *balseros*<sup>5</sup> vers les États-Unis – ce qu'a fait Fidel Castro en trois occasions: Camarioca en 1965, Mariel en 1980 et la crise dite des *balseros* de 1994.

Je crois que, dans ce type de situation, avec l'expérience accumulée depuis ces temps-là, ni le gouvernement de Trump, ni les exilés cubains ne se laisseront manipuler. Cela dit, il faut souligner que la sécurité nationale est l'intérêt suprême des États-Unis dans les Caraïbes. Contrôler le terrorisme, le narcotraffic et l'émigration sauvage est une priorité essentielle pour Washington. Dans la mesure où Cuba collabore aux efforts des États-Unis dans ce domaine, le gouvernement républicain pourrait fermer les yeux sur d'autres aspects de la relation bilatérale avec Cuba. Peut-être le président Trump ne ressent guère de sympathie envers les hiérarques du PCC, mais c'est un homme d'affaires, plus enclin à faire preuve de *realpolitik* qu'à prendre des décisions idéologiques.

– *Mais comment pourrait réagir la nouvelle administration devant une crise migratoire?*

– Je suppose que le gouvernement des États-Unis dispose de plans bien rodés pour faire face à une telle occurrence. Je crois que la première mesure serait un blocus naval dans les eaux très proches de l'île, pour éviter que les *balseros* s'approchent du territoire des États-Unis. La seconde serait la mise en place d'un dispositif pour le retour, avec ou sans la collaboration du gouvernement cubain. Et si La Havane se refuse à collaborer, les États-Unis ont à leur disposition divers moyens de pression – la réduction ou la suspension des *remesas*, l'annulation des quotas de visa (20000 par an), le confinement des *balseros* à Guantanamo, etc., qui

---

5. Les *balseros* sont les Cubains qui fuient leur pays vers les États-Unis sur des radeaux de fortune – *balsas* en espagnol (NDLR).

seraient plus efficaces aujourd'hui qu'ils ne l'auraient été il y a 23 ans, au moment de la dernière crise. Dans le pire des cas, Washington pourrait considérer que la renonciation du gouvernement cubain à contrôler ses propres citoyens constituerait un acte inamical, proche de l'agression, ce qui pourrait entraîner une réponse militaire proportionnelle à la menace.

– *D'un autre côté, en diverses occasions, le président Donald Trump a annoncé des changements dans les négociations en cours. Jusqu'où peut aller la nouvelle politique des États-Unis envers Cuba ?*

– À la lumière des mesures que le nouveau gouvernement républicain a prises jusqu'ici<sup>6</sup>, il est évident que les relations avec Cuba ne constituent pas une priorité pour les États-Unis. Trump s'est d'abord occupé des affaires qui furent ses grands thèmes de campagne : abrogation de l'*Obamacare*, politique énergétique, contrôle de l'immigration, récupération du tissu industriel, droits de douane, etc. Il s'agit de démonter la stratégie par laquelle le Parti démocrate cherchait à s'assurer le contrôle *sine die* du corps électoral : une politique populiste reposant sur des subsides importants aux classes les plus pauvres, où les Noirs et les Latinos sont sur-représentés, soutien à l'immigration et à un cortège de minorités déterminées comme le collectif LGTBI. Pour des raisons de simple survie, le Parti républicain devait freiner cette stratégie et ensuite réorganiser les priorités vers d'autres objectifs comme la Défense nationale, les relations multilatérales et la politique énergétique. Sauf pour ce qui concerne l'immigration, Cuba n'a rien à faire dans ce panorama.

Mais je ne crois pas que lorsqu'arrivera le moment d'examiner le dossier cubain, les décisions de Trump vont transformer du tout au tout la relation bilatérale. Quelques-unes des mesures qu'Obama a adoptées à l'égard de Cuba, par exemple l'abrogation de la règle « pieds secs/pieds mouillés », ne contredisent pas substantiellement les priorités de la politique de Trump. Il en serait autrement si Raúl Castro décidait de s'engager de nouveau dans un « anti-impérialisme » actif ou s'il se servait de manière irresponsable de la politique migratoire comme d'un instrument de chantage. Mais je ne crois pas qu'à 85 ans, à quelques mois de la retraite, Raúl Castro ait intérêt à ressusciter la politique de son défunt frère. Le président cubain sait que ce qu'à Cuba on continue d'appeler « la révolution » est liquidé (c'est comme si, dans l'URSS de 1976, on avait présenté la « révolution d'octobre 1917 » comme un événement encore en cours) ; c'est une scénographie de carton-pâte devant laquelle quelques acteurs vieillissants répètent la même litanie depuis des décades.

– *Quelle serait, selon vous, la politique correcte pour les relations entre les deux gouvernements ?*

– Celle qui convient à l'intérêt national de chacun des pays. Dans le domaine international, les États n'ont pas d'amis permanents ni non plus d'ennemis permanents, mais seulement

---

6. Fin janvier 2017.

des intérêts permanents (la formule est de Lord Palmerston, je crois, et date du XIX<sup>e</sup> siècle). J'ai déjà mentionné quelles étaient les priorités des États-Unis dans les Caraïbes: contrôle du terrorisme, du narcotrafic et de l'émigration irrégulière. Je crois que Trump agira en conséquence: Cuba devra s'adapter parce que l'époque pendant laquelle Castro I<sup>er</sup> aspirait à diriger la bataille contre l'«impérialisme yankee» est déjà de l'histoire ancienne. Son frère aspire seulement à prendre sa retraite tranquillement et à ce que sa famille jouisse des richesses accumulées pendant toutes ces années.

– *La nouvelle administration sera-elle capable d'éviter les pressions touchant à la sécurité maritime et frontalière, questions que La Havane a l'habitude de négocier avec les États-Unis?*

– Sans doute. Tout cela faisait partie de la politique de Fidel Castro et est devenu obsolète. Maintenant, les deux gouvernements disposent de moyens de pression et celui de La Havane devra calibrer très finement les mesures qu'il va prendre. Vingt mille immigrants (plus ou moins) par an, ce n'est pas un chiffre considérable pour les États-Unis; en revanche, pour Cuba, vingt mille candidats à l'émigration qui restent en rade dans l'île, ce peut être une catastrophe.

– *On approche de 2018, date à laquelle, en théorie, Raúl Castro a annoncé qu'il abandonnerait la présidence du pays. J'aimerais vous poser trois questions à ce sujet. La première, c'est: quel est le poids de l'héritage totalitaire sur la mentalité nationale?*

– L'empreinte du totalitarisme est énorme. Le paternalisme d'État communiste a créé différentes générations de gens qui font peu preuve d'initiative et qui ont peu envie de courir des risques. La majorité s'est résignée à vivre dans la sécurité que lui permet la soumission inconditionnelle au gouvernement. En échange de quoi, ils obtiennent un niveau de vie très bas et, en plus, vivent privés des droits et libertés fondamentaux. Beaucoup se contentent de la très sainte trinité du communisme – école, médecine et sport, prétendument gratuits – et se contentent de répéter les consignes officielles. Ils manquent d'autonomie et se sont accoutumés à ce que l'État leur dise ce qu'ils doivent penser et ce qu'ils doivent faire. C'est la base de ce que quelques auteurs appellent le «dommage anthropologique», qui a d'autres conséquences non moins funestes en termes de relations inter-personnelles et sociales. Vivre dans le mensonge et le simulacre permanent peut sembler d'un faible coût mais en réalité, cela coûte très cher. Cette situation est en train de changer mais très lentement.

– *Deuxième question: croyez-vous que Raúl Castro prépare réellement une transmission du pouvoir à Cuba?*

– Sans aucun doute. Raúl Castro fêtera ses 87 ans en 2018 et quoi qu'il en soit, il aura tout son passé devant lui. À cette date, il pense laisser la présidence (encore qu'il n'ait rien dit du poste de premier secrétaire du PCC, qui est en réalité le poste de celui qui a le plus grand pouvoir dans le

pays). Il doit donc préparer la relève et s'assurer que sa famille proche reste en sécurité. Cette transmission du pouvoir entraîne quelques négociations et, comme cela arrive toujours, il y aura des favorisés et des insatisfaits.

Une autre question différente, encore que connexe, est de savoir s'il pense réellement modifier les normes électorales et permettre la participation, bien que limitée, d'autres forces politiques. C'est vraiment une perspective plausible dans le cadre d'une opération de maquillage du régime, qui pourrait lui conférer à l'extérieur une certaine légitimité de surface. Le Parti communiste continuerait d'être la force dominante avec une majorité écrasante et le contrôle de l'accès au pouvoir; l'opposition aurait quelques députés, peu nombreux, qui serviraient à confirmer le caractère démocratique et pluraliste du système. Cependant, à dire vrai, je ne crois pas que cela arrive. Les têtes politiques du castrisme sont trop frustes pour jouer aussi finement dans cette affaire. Peut-être que pour cela, ils n'oseront pas courir un risque qu'ils ne jugent pas nécessaire. Ils ont détenu un pouvoir absolu durant presque 60 ans et ils croient que cette situation peut continuer indéfiniment.

– *Et la troisième: si cette succession en vient à se produire, est-ce que Raúl accepterait que la présidence du régime soit occupée par quelqu'un qui ne soit pas lié à la famille Castro, comme pourrait l'être le vice-président actuel Miguel Diaz-Canel?*

– Cela me paraît également vraisemblable. Escortée par la direction en chef de l'armée et la direction du PCC, la fonction présidentielle dans les mains de Diaz-Canel ou de n'importe qui d'autre serait à peine symbolique.

Les Castro ont réuni tous les leviers de commande – il y en avait d'ailleurs beaucoup plus dans les mains de Castro I<sup>er</sup> que dans celles de Castro II. Mais il est peu probable que cela se produise de nouveau après la retraite de Raúl Castro.

De fait, la tendance à la dispersion a commencé en 2006 quand Castro I<sup>er</sup> tomba malade et dut laisser la conduite des affaires nationales. À ce moment-là, il fallut sept ministres pour répartir les fonctions qu'exerçait le *Lider Maximo* (son frère Raúl, Balaguer, Machado Ventura, Lazo, Lage, Soberon et Perez Roque). Quand Raúl Castro partira, ses pouvoirs seront partagés probablement entre trois personnes: un président du Conseil d'État, un Chef suprême des forces armées et un premier secrétaire du PCC. Je doute beaucoup que quelqu'un de son entourage accumule plus d'une fonction.

– *Bien qu'elle soit encore très timide, il existe une ouverture vers l'initiative économique privée dans l'île. Quel poids ou quelle influence pourrait exercer le secteur privé vis-à-vis d'une transition ou d'un changement de gouvernement à partir de 2018?*

– Si le gouvernement la maintient dans sa forme actuelle, je crois que son influence sera insignifiante. Non seulement le secteur privé à Cuba est minuscule, mais il dépend totalement de l'État et manque des garanties juridiques pour exercer son activité. Dans ces condi-

tions, les entrepreneurs sont des otages du gouvernement et constituent, qu'ils le veuillent ou non, un pilier de stabilité pour le régime.

– *Quel serait, dans ce même scénario, le rôle des Forces armées qui, actuellement, ne sont pas seulement occupées à la Défense mais aussi étroitement liées à l'activité économique?*

– Pendant près de soixante ans, les Forces armées ont démontré une loyauté sans faille au système. L'unique incident important fut l'exécution d'Ochoa et de trois autres officiers et la purge qui suivit. Mais cela s'est passé il y a déjà 28 ans. Depuis lors, les chefs militaires ont perdu leur fonction « internationaliste », se sont reconvertis en entrepreneurs monopolistiques et sont aujourd'hui plus intéressés par leurs comptes en Suisse et leurs privilèges dans l'île que par la stratégie de guerre.

Comme dans tous les gouvernements du socialisme réel, l'armée est subordonnée au pouvoir politique, c'est-à-dire au Parti communiste. À mon avis, les militaires interviendraient sur la scène politique seulement au cas où se produirait une faille dans l'unité existant au sein des dirigeants du gouvernement et si leurs intérêts (ceux des hauts cadres militaires) se voyaient menacés par cette rupture. Quelque chose comme ça, par exemple, est survenu en Éthiopie quand Menghistu Haile Mariam perdit le pouvoir. C'est vrai : Mengistu est un de ces « grands amis de Cuba » que recherche la Cour pénale internationale afin de les juger pour crimes contre l'humanité. Mais il est caché chez un autre grand ami de Cuba, Robert Mugabe, l'extravagant tyran qui règne au Zimbabwe depuis plus de trente ans. Il est curieux que cet aspect des relations des Castro avec l'Afrique ne soit quasiment jamais mentionné dans la presse internationale.

– *Quel rôle, comme force à contre-courant, devrait remplir l'opposition interne? Croyez-vous qu'actuellement, l'opposition dispose de mécanismes ou de structures capables de s'affronter de manière effective au gouvernement de Raúl ou de son successeur?*

– Le gouvernement cubain a travaillé intensément pour maintenir une opposition réduite et fragmentée, en usant de toutes les méthodes possibles d'infiltration, de répression, de subornation, de chantage, de propagande, etc. Comme elle dispose de tous les moyens pour cette tâche et de la complicité d'une partie de la population, qui se prête à des manifestations de rejet (*actos de repudio*) et à des « marches du peuple combattant », le résultat est celui que nous voyons. C'est un miracle que quelques groupes comme Les Dames en blanc<sup>[7]</sup>, l'Unpacu<sup>[8]</sup>, l'État de Sats<sup>[9]</sup> et d'autres ont réussi à survivre pendant plusieurs

---

7. Fondée en 2003 par les épouses et sœurs d'opposants réprimés. Prix Sakharov du Parlement européen en 2005 (NDLR).

8. L'Union patriotique de Cuba, fondée en 2011 (NDLR).

9. « Sats » est un mot d'origine scandinave qui renvoie à l'instant qui précède immédiatement l'entrée en scène d'acteurs de théâtre. L'association a été fondée en 2010 (NDLR).



années. A Cuba et hors de Cuba, certains croient qu'à partir de cette année Raúl Castro commencera à se préparer à prendre sa retraite, qu'il réformera le système électoral et légalisera l'opposition. Celle-ci pourra alors participer à des élections et obtiendra peut-être quelques sièges au Parlement.

Je crois que toute cette fantaisie imaginative est un mode de pensée répondant à des désirs, ce qu'on appelle en anglais *wishful thinking*. Ils prennent leurs désirs pour la réalité.

Le système n'a aucune raison d'ouvrir le jeu politique dans cette direction. Et encore moins maintenant que les États-Unis et l'Union européenne ont reconnu le gouvernement cubain comme un interlocuteur légitime sur la scène internationale sans rien exiger en échange.

Malheureusement, l'unique moyen de pression qui reste aux groupes d'opposition est la manifestation de rue pacifique pour exiger les droits que les Nations unies reconnaissent dans le monde entier mais que le gouvernement de Cuba refuse obstinément à ses propres citoyens; droits à la liberté d'expression, d'association et de circulation; droits économiques et culturels; droit à la pluralité politique; droit à choisir le type d'éducation qu'on souhaite pour ses enfants. Il suffit de jeter un coup d'œil aux trente articles de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux pactes internationaux pour les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels – à la totalité desquels a souscrit le gouvernement de Cuba – pour constater que la majorité d'entre eux est violée ou n'est pas appliquée dans l'île. Tant que les Cubains n'oseront pas descendre dans la rue et exiger ces droits publiquement – que cela plaise ou non au gouvernement – ils continueront à vivre mal et à genoux comme sujets de seconde classe d'un régime anachronique et répressif.

– *À votre avis, quelle sera la position de Cuba devant le nouvel équilibre existant entre les États-Unis et la Russie?*

– Le gouvernement de Cuba décida jadis, en 1960, d'inverser les alliances, de rompre avec les États-Unis et de rejoindre le « camp socialiste ». Beaucoup de choses ont changé depuis, mais l'essentiel de cette ligne a été maintenu. Les États-Unis restent l'« ennemi impérialiste » – bien qu'à La Havane le ton de la propagande ait baissé – et la Russie et la Chine restent des alliés naturels, bien qu'en réalité aucun de ces grands pays soit encore communiste à proprement parler. L'antiaméricanisme a été pour Cuba un levier important de la propagande pendant plus d'un demi-siècle. Et maintenant, sous l'ère Trump, il le sera à nouveau.

– *Pour finir, quel poids ou quelle influence attribuez-vous à l'exil cubain dans le développement des nouvelles politiques envers Cuba ou comme contrepoids à la réalité sociale dans l'île?*

– Les exilés cubains ne forment pas un bloc. Certains groupes parmi eux collaborent avec le régime et d'autres essaient de le combattre. Les deux ont eu de l'influence dans l'île et

continueront d'en avoir parce qu'ils disposent de moyens et ont toute liberté d'agir, autant d'atouts que l'opposition intérieure n'a pas en main actuellement.

De plus, les exilés sont très nombreux et sont géographiquement très proches du pays. Ces conditions n'existaient quasiment pas, par exemple en Europe orientale, à l'époque soviétique. Et malgré leur nombre réduit et la distance qui les séparait de leur pays, il y eut des exilés très influents avant et après la disparition du socialisme réel. À Cuba, les exilés seront une force de plus en plus influente, tant par leur relation avec Washington que par leurs liens avec la famille Castro et avec les généraux et bureaucrates qui gouvernent l'île. Mais faute d'une stratégie qui regroupe les principaux courants, ces influences dispersées pourront s'annuler les unes les autres et laisser le champ d'action encore plus libre au régime de La Havane. C'est ce qui s'est passé jusqu'à maintenant.